

# **PACTE** **RÉPUBLICAIN**

**Mission d'étude**



**Réparer les fractures,  
enchanter les communs**

**Rapport final**

**Jean-François Delage, premier maire-adjoint  
Anissa Azzoug, maire-adjointe**





Chères Kremlinoises, chers Kremlinois,

Dans les périodes de doutes et d'inquiétudes, on se réfugie spontanément dans les certitudes qui nous animent. Alors que notre pays traverse une crise sanitaire inédite, que notre démocratie paraît en panne, que grandit chaque jour dans notre société la peur du lendemain, j'ai souhaité qu'à l'échelle de notre ville, nous puissions dessiner des perspectives enthousiastes pour construire un monde meilleur.

La mission d'étude que j'ai confiée à Jean-François Delage et Anissa Azzoug fait partie de ces temps politiques — malheureusement trop rares — où la réflexion dépassionnée l'emporte sur la joute et où, patiemment, dans l'écoute et le dialogue, nous tentons de construire des réponses concrètes et efficaces à vos demandes et à vos besoins.

Depuis cinq mois, ce travail d'investigation conduit par les élus vise à nous rapprocher en s'intéressant à ce qui fonde notre vie en société : la recherche du progrès, le lien social, la concorde républicaine fondée sur la laïcité qui permet l'exercice de la liberté et protège, le souci des autres et la solidarité quotidienne. En somme, ce qu'on définit comme notre pacte républicain, fait tout à la fois d'idéal et d'une mise à l'épreuve de la réalité. Car cette réflexion ne peut se construire dans l'absolu, elle repose avant tout sur une application concrète demain dans notre ville.

Je remercie les différents interlocuteurs de la mission d'étude, qui ont accepté de consacrer du temps à notre réflexion collective, pour nous éclairer, nous aiguiller, nous inviter à agir davantage encore.

Pour que la République vive à chaque coin de rue de notre ville, elle ne peut se contenter d'odes et d'incantations. C'est le sens de la mission d'étude dont les conclusions sont rendues dans ce document : réparer pour mieux enchanter, « *aller à l'idéal et comprendre le réel* », comme disait Jean Jaurès.

Vive la République !



**Jean-Luc Laurent,**  
maire du Kremlin-Bicêtre

Si « *la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale* », comme l'expose l'article premier de la Constitution, il n'en demeure pas moins que les inégalités sociales, économiques et culturelles grandissent chaque jour. Alors que les citoyens semblent accepter avec plus ou moins de résignation la sclérose du système politique, toujours prompt à convoquer les « valeurs de la République » tout en peinant à leur donner corps dans la société, dans le même temps, les initiatives locales ne manquent pas pour faire vivre notre pacte républicain.

Plutôt que de se focaliser sur la seule question de la laïcité, la mission d'étude du Kremlin-Bicêtre voulait aller au-delà et questionner ce qui nous définit en tant que citoyens et ce qui constitue les socles de la société. Les fractures ne manquent pas : l'augmentation de la pauvreté, la difficulté à faire nation, la méfiance des Français envers la représentation politique sont autant de facteurs d'une dislocation culturelle, socio-économique et démocratique.

Or, cette dernière n'est pas inéluctable. La pandémie de Covid-19 a en partie dessiné un premier renversement face à la morosité ambiante. Si les exhortations à « vivre ensemble » sont omniprésentes, elles ne trouvent de traduction que grâce à l'inventivité des Français qui font preuve d'initiatives diverses dans leur quotidien, sans pour autant toujours les théoriser.

Mélancolie, populisme, repli identitaire, complotisme, bouleversements numériques, les chantiers sont nombreux et questionnent notre humanisme et notre capacité à s'ouvrir aux autres. À ces défis, les acteurs rencontrés opposent tout d'abord leur optimisme, ainsi qu'une méthode : celle du dialogue et de l'écoute, à petit pas, pour ne laisser personne au bord du chemin.

Forte d'une trentaine d'auditions et de plusieurs déplacements, la mission d'étude a eu à cœur, pendant ses 5 mois de travaux, de dialoguer avec ceux qui sont mobilisés au quotidien pour notre cohésion. Qu'ils soient responsables associatifs, acteurs de l'éducation, forces de l'ordre, bénévoles, responsables politiques, entrepreneurs, observateurs des mouvements de notre société, ils ont fait part librement de leur diagnostic et de pistes d'amélioration possibles.

Notre pacte républicain est d'abord un chemin commun que nous acceptons d'emprunter et de poursuivre collectivement.

En ce sens, les propositions formulées sont une première étape pour réparer les fractures. Elles supposent que l'échange ne s'arrête pas avec ce rapport et soit entretenu et approfondi, à toutes les échelles. Elles impliquent surtout une présence constante des services publics, au-devant et aux côtés des acteurs locaux, pour garantir l'égalité de tous les citoyens et faire vivre pleinement notre devise nationale, Liberté, Égalité, Fraternité, dans la vie quotidienne des Français.

C'est en poursuivant ce cheminement collectif que nous pourrons retrouver une espérance et enchanter les communs.

## **10 propositions pour réparer les fractures et enchanter les communs**

- 1. Une régie de quartier pour l'emploi local et l'insertion**
- 2. Une maison des femmes contre les violences et pour l'inclusion**
- 3. Des services civiques pour renforcer les liens humains**
- 4. Des rencontres culturelles et sportives pour recréer du lien entre les habitants**
- 5. Un cycle de formation citoyenne de l'Université populaire permanente**
- 6. Renforcer le lien armée-nation**
- 7. Des colonies de vacances pour tous**
- 8. Une maison des initiatives locales pour faire vivre la démocratie**
- 9. Une épargne écologique et citoyenne**
- 10. Une commission extra-municipale permanente**



<b>Éditorial</b>	3
<b>Synthèse</b>	4
<b>Introduction</b>	8
<b>Du « grand acte de confiance » à la start-up nation :</b>	
<b>le pacte républicain en débats</b>	10
<i>Qu'est-ce que le pacte républicain ?</i>	10
<b>Pacte ou promesse républicain(e) ?</b>	10
<i>D'un délitement, l'autre : le défi des divisions</i>	13
<b>L'impôt : une contribution au ressentiment ?</b>	16
<i>La laïcité : un vecteur de commun(s)</i>	16
<i>Le « monde d'après » : enjeux et perspectives</i>	18
<b>Le Bonheur intérieur brut : un indicateur d'avenir</b>	22
<b>Auditions et rencontres conduites par la mission d'étude</b>	23
<i>Des constats partagés</i>	23
<i>Anticiper les failles de la société</i>	26
<i>Trois visites au plus proche des acteurs</i>	27
<i>Les mots du pacte républicain</i>	30
<b>Conclusion</b>	31
<b>10 propositions pour réparer les fractures et enchanter les communs</b>	32
<b>Annexes</b>	35
<i>Liste des rencontres</i>	35
<i>Lettre de mission</i>	37



# INTRODUCTION

La République ne manque jamais d'être convoquée par les responsables politiques à l'occasion de leurs discours. Or, si ses « valeurs » occupent le devant de la scène, elles résonnent parfois comme une coquille vide qu'on peine d'une part à définir clairement et d'autre part à faire vivre concrètement dans nos vies quotidiennes.

« *Et si la République, qui est d'hier, revenait demain ?* »<sup>1</sup>, demandait déjà Régis Debray en 1989 en soulignant les éternels retournements de l'Histoire qui n'est jamais avare d'un regard dans son rétroviseur pour mieux cerner les enjeux du présent. Convoquant Sieyès, Debray opposait les communautés identitaires aux citoyens, « *corps d'associés vivant sous une loi commune et représenté par le même législateur* ». C'est là le premier enjeu du pacte républicain : une « *loi commune* » construite collectivement et acceptée comme telle, fondement du contrat social qui permet la vie en société et le bon fonctionnement de la démocratie française.

Deux siècles après la Révolution française, qui consacrait l'égalité de tous comme un principe premier, la communauté des citoyens semble se disloquer un peu plus. Aux « séparatismes », auxquels le gouvernement tente de répondre par une nouvelle loi, au morcellement de notre société en tribus, qu'elles soient régies par une quête identitaire ou des inégalités socio-économiques qui ne cessent de s'accroître, à la résurgence du religieux, cocon rassurant quand le monde alentours semble perdre ses valeurs et nier ses repères, s'ajoute une défiance grandissante des citoyens les uns envers les autres : ainsi, 68 % des Français considèrent qu'« *on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres* » quand 64 % pensent que « *notre société se détériore au fil des années* »<sup>2</sup>. Le malaise est profond et les discours et invocations ne suffiront pas à le résorber durablement.

Loin d'être un sentiment nostalgique considérant que « c'était mieux avant », notre pacte républicain reste le meilleur outil de construction d'un idéal commun, qui n'efface pas les difficultés individuelles, mais contribue à les dépasser pour rassembler les citoyens. Esquissant des jalons communs et des fondations partagées, il est à la fois un vecteur de protection, en garantissant à chacun un rapport d'égalité avec autrui, et d'émancipation, car il permet, par l'École notamment, de s'élever et de se réaliser.

Il suppose en outre un cadre institutionnel : celui de la nation, garant de son application permanente

1 Régis Debray, « Êtes-vous démocrate ou républicain ? », Le Nouvel Observateur, 30 novembre 1989.

2 Ipsos – CEVIPOF FJJ Le Monde, « Enquête d'opinion sur la situation politique à an de l'élection présidentielle 51 », avril 2021.

et indifférenciée, mais il se traduit aussi à l'échelle des bassins de vie, au premier rang desquels la commune, lieu de l'expérience quotidienne.

S'il n'est pas immédiatement tangible au quotidien, notre pacte républicain connaît des manifestations spontanées qui témoignent de sa pertinence. Les attentats de *Charlie Hebdo* et du Bataclan en 2015 ont par exemple fait descendre plus de 4 millions de personnes dans les rues, venues spontanément rappeler leur appartenance commune à la liberté de pensée et d'expression et à ce qui fonde la République : l'universalisme éclairé qui reconnaît à chaque citoyen son libre arbitre et son esprit critique. Si cet exemple montre une vivacité sous-jacente du pacte républicain, il n'en demeure pas moins que ce dernier semble nécessiter un événement déclencheur pour rappeler sa force et sa capacité à nous unir, particulièrement dans des moments de blessures profondes.

Plus récemment, la pandémie de Covid-19 a en partie dessiné un premier renversement face à la morosité ambiante. À la stupéfaction d'un enfermement inédit a succédé une farouche volonté d'entraide face à la mort qui nous menaçait (et continue de le faire). Si, un an après ce premier confinement, l'acceptabilité des mesures décidées par l'État s'érode et les critiques sont de plus en plus nombreuses quant à la stratégie gouvernementale pour enrayer la pandémie, il reste que le sacrifice collectif d'une partie de nos libertés (notamment celle de circuler) a aussi mis en lumière l'élan spontané de solidarité dont les Français ont fait preuve, par les applaudissements pour les soignants, par une solidarité de quartier et de voisinage, par un temps retrouvé qui a aussi contribué à une réflexion nouvelle sur le « monde d'après », lequel peine malheureusement à se faire jour après une année de pandémie et de mesures sanitaires.

Cet épisode, qui témoigne par ailleurs d'un pacte républicain toujours vivace, se matérialise concrètement davantage à une échelle infra-personnelle, dans la cellule familiale ou le voisinage, que dans le cadre national. Il n'est dès lors pas étonnant que plus de 8 Français sur 10 « *sont convaincus qu'on doit se serrer les coudes et faire face aux problèmes ensemble* » quand près de deux tiers « *considèrent que nos divisions sont surmontables* »<sup>3</sup>. Ce paradoxe met en évidence les contradictions d'une République parfois vue comme mourante : si les exhortations à « vivre ensemble » et aux « valeurs » sont omniprésentes, elles ne trouvent de traduction que grâce à l'inventivité des Français, qui font preuve d'initiatives diverses dans leur quotidien, sans pour autant toujours les théoriser.

Ces mouvements profonds ne peuvent nous laisser indifférents. La conduite de cette mission d'étude sur le pacte républicain à l'échelle de notre commune fait apparaître autant d'interrogations que de chantiers à entreprendre pour réparer les fractures et enchanter les communs qui nous animent.

3 François-Xavier Demoures (dir.), *La France en quête, réconcilier une nation divisée*, Destin commun, février 2020.

# DU « GRAND ACTE DE CONFIANCE »<sup>4</sup> À LA START-UP NATION : LE PACTE RÉPUBLICAIN EN DÉBATS

Historiquement construite par et pour un peuple de citoyens qui consent à déléguer une partie de sa souveraineté au profit d'une démocratie vertueuse, la République peine à s'incarner dans un XXI<sup>ème</sup> siècle qui a fait de la réussite individuelle son leitmotiv et de la *start-up nation* éclatée un accomplissement.

## Qu'est-ce que le pacte républicain ?

En convoquant l'étymologie du terme République, chose publique, Bélich Nabli, maître de conférence à Sciences-Po Paris, précise que celle-ci « *oppose la république à la "chose privée" et par extension à l'intérêt privé, à l'espace privé* ». Un des enjeux réside donc dans « *cette construction binaire (public - privé) [qui] est mise en péril par divers modes d'expression où prévalent l'individualisme social et le pouvoir financier. La frontière entre les différentes sphères est brouillée et tend à se dissiper* »<sup>5</sup>. L'objectif est bien d'éviter les divisions et de construire non seulement un sentiment, mais plus encore une réalité d'appartenance commune, condition de la concorde républicaine.

Le pacte républicain implique dès lors une définition commune dans et de l'espace public, sans pour autant annihiler les particularités et les individualités qui s'expriment dans la sphère privée. Cette dualité n'a rien d'une opposition, mais se pense en complémentarité : le citoyen appartient à la sphère publique, quand l'individu, et tout ce qu'il peut charrier d'individualisme, doit être cantonné à l'espace privé. Or, depuis plusieurs décennies, a été érigée en modèle la réalisation de soi, en entretenant une confusion entre identité et individualité. De ce point de vue, les inégalités sociales ne sont plus analysées comme un puissant facteur de différenciation créé par un système économique qui nie la nécessaire égalité entre les citoyens, mais comme la résultante de l'incapacité de certains à s'élever. À l'apogée de ce raisonnement, on constate que dans le pays se croisent « *des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien* »<sup>6</sup>, comme les a définitivement catégorisés Emmanuel Macron à l'occasion d'un discours d'inauguration à l'été 2017.

4 Jean Jaurès, Discours à la jeunesse, Albi, 1903

5 Bélich Nabli, « Quel pacte républicain ? », Libération, 20 février 2014.

6 Discours du 29 juin 2017 lors de l'inauguration du campus de start-up Station F.

À ce constat s'ajoute celui de l'invisibilité démocratique des « gens ». Parce que l'on accorde moins de légitimité à la parole des citoyens ordinaires, on ne les implique que trop peu dans les processus de décisions politiques. Il aura fallu la mobilisation des Gilets jaunes, un grand débat national et enfin la matérialisation d'une Convention citoyenne pour le climat pour apprendre à écouter à nouveau les citoyens et se rendre compte qu'ils ne manquaient ni d'idées ni d'expertise. Bien qu'à l'opposé de l'invisibilité démocratique, cette convention a permis d'identifier à une échelle inédite les limites d'un tel exercice : la difficulté à recruter 150 citoyens et notamment des femmes dans une tradition descendante de la prise des décisions politiques, mais également la gestion des insatisfactions et des frustrations de ses membres face aux décisions unilatérales de l'exécutif. Tout l'enjeu est donc de multiplier les instances de démocratie participative pour associer les voix que l'on n'entend pas et faire émerger une conscience collective.

Texte fondateur, la Constitution de 1958 dispose quant à elle, dans son article premier, l'organisation politique du pays : « *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.* »<sup>7</sup> Cette règle première expose les quatre piliers du pacte républicain : indivisibilité, laïcité, démocratie et politique sociale, lesquels supposent une réalité effective de notre devise nationale Liberté, Égalité, Fraternité.

Dans sa construction rousseauiste, le contrat social repose sur le primat de la souveraineté populaire contre la tyrannie de l'état de nature, régi par la loi du plus fort et non par la construction par la raison d'un système politique garantissant la liberté et l'égalité. On pensera donc notre pacte républicain d'abord comme un contrat social.

Interpellés sur cette notion de pacte républicain, les acteurs de terrain ont utilisé des mots récurrents pour l'explicitier : les notions de collectif, de participation, de fraternité, de respect, de laïcité et de transmission transparaissaient dans les échanges. Avec une volonté générale de (re)créer un socle de vie commune, ces personnes semblent partager la définition selon laquelle le pacte républicain doit d'abord être abordé comme un contrat social reposant sur la recherche de l'intérêt général.

---

7 Constitution du 4 octobre 1958, conseil-constitutionnel.fr.

Cependant, bien qu'ils mettent en œuvre des dispositifs tendant vers cet idéal, ces acteurs restent confrontés au défi de divisions palpables : la difficulté d'aborder cette notion auprès des nouvelles générations, un détachement général des valeurs républicaines ou encore l'intolérance face à la différence sociale, économique ou culturelle. C'est dans cette perspective que la ville du Kremlin-Bicêtre entend donner une nouvelle dynamique au pacte républicain.

## Recréer un socle de vie commune

**Proposition N°4 : Des rencontres culturelles et sportives pour (re)créer du lien entre les habitants**

**Proposition N°8 : Une maison des initiatives locales pour faire vivre la démocratie**

**Proposition N°9 : Une épargne écologique et citoyenne**

## Pacte ou promesse républicain(e)?

Notion d'abord juridique, un pacte se définit comme une « *convention expresse ou tacite, en principe immuable, entre deux ou plusieurs parties* » qui a vocation à sceller un accord de façon durable quand la promesse est une « *assurance, le plus souvent verbale, de faire ou de dire quelque chose* ».

Dans l'absolu, les deux termes semblent équivalents dès lors qu'on leur accole l'adjectif républicain. Pour autant, le pacte apparaît comme condition de la promesse : si les fondations d'une vie commune en société ne sont pas scellées, la promesse restera vaine et ne trouvera jamais de réalisation. Le pacte suppose aussi un accord de part et d'autre (donc une forme de contractualisation) quand les promesses « n'engagent que ceux qui les croient » comme dit l'adage.

Cette nécessaire convention, d'un côté entre les citoyens eux-mêmes, d'un autre côté entre les citoyens et l'organisation politique qu'ils choisissent, se matérialise dans la constitution de la République tout autant que dans la tradition historique du régime républicain qui a connu nombre d'atermoiements. À partir de ce socle peut se dégager une promesse : celle de l'émancipation, de l'instruction et de l'épanouissement de tous.

## D'un délitement, l'autre : le défi des divisions

Le 21 avril dernier, vingt généraux dénonçaient dans une tribune le « délitement qui frappe notre patrie » et prévoient « *une explosion et l'intervention de nos camarades d'active dans une mission périlleuse de protection de nos valeurs civilisationnelles et de sauvegarde de nos compatriotes sur le territoire national* »<sup>8</sup>, cachant à peine leurs velléités d'insurrection des Armées. Si la réponse du chef d'état-major des Armées était claire (« *L'armée est républicaine, elle n'est pas politisée* »<sup>9</sup>), cette dénonciation d'un « délitement » cachant un appel à la révolte est un signe de plus des assauts que peut subir notre pacte républicain au quotidien.

La dialectique de l'altérité qui fonde la République, système politique qui repose sur l'ouverture et l'accueil tout autant que sur l'échange, semble en effet grippée. « *La fragilisation économique, la crainte de perdre son emploi, la peur de l'isolement et de l'atomisation dans une société qui semble se déliter et devient toujours plus dure et brutale, le manque de reconnaissance, sont des phénomènes qui prennent désormais sens au regard d'une supposée "invasion" — ou submersion — religieuse et culturelle par un "autre" menaçant* »<sup>10</sup>, précise la politiste Chloé Morin. Dès lors s'érigent des frontières qui ne sont plus des portes qui peuvent s'ouvrir vers autrui, entre des cultures, mais des murs qui se veulent infranchissables et contribuent ainsi au repli sur soi, dans un pré-carré de certitudes que l'absence de confrontation ne permet plus de questionner. La défiance cède peu à peu la place à une division profonde où la société se construit en cases et en étiquettes.

De même, l'étude *La France en quêtes* souligne que nos fractures « *n'ont jamais paru aussi fortes que ces dernières années. [...] On aime à dire que les Français sont ingouvernables. Aujourd'hui, on ajoute volontiers qu'ils sont irréconciliables. Tout porte à croire que nous sommes devenus hostiles — ou au mieux indifférents — les uns aux autres* »<sup>11</sup> et dessine 6 catégories de Français qui se regroupent en 3 France (« tranquille », « polémique » et celle « des oubliés »).

Ces divisions se traduisent notamment par un désintérêt pour la chose publique qui s'observe dans les activités politiques de certains groupes : seuls 19 % de « la France des oubliés » ont parlé politique avec leurs proches ou leurs collègues au cours de l'année précédente (contre 49 % pour

8 « "Pour un retour de l'honneur de nos gouvernants" : 20 généraux appellent Macron à défendre le patriotisme », valeur-sactuelles.com, 21 avril 2021.

9 « Tribune de militaires : "Je souhaite la mise à la retraite des officiers signataires", annonce le général Lecointre, leparisien.fr, 28 avril 2021.

10 Chloé Morin, *Le Populisme au secours de la démocratie ?*, Gallimard-Le Débat, 2021.

11 François-Xavier Demoures (dir.), *La France en quête, réconcilier une nation divisée*, Destin commun, février 2020.

« la France tranquille »). Ce constat est également visible localement au regard des chiffres de participation aux différents scrutins électoraux. Sur les 8 scrutins qui ont eu lieu depuis 2014, seule l'élection présidentielle de 2017 a déplacé plus d'un Kremlinois sur deux dans les urnes. Tous les autres scrutins enregistrent des taux de participation inférieurs à 50 %.

Dans ces fracturations multiples, seule la protection de l'environnement apparaît comme une aspiration commune (68 % des Français pensent que c'est un enjeu qui peut nous unir par-delà nos divisions), propos corroborés par les personnes interrogées.

Or, si les perspectives sont parfois peu enthousiasmantes, le retour vers le passé, dans un sursaut mélancolique, l'est tout aussi peu. L'idéalisation des « heures de gloire » de la République, qui aurait connu une société parfaite, est une impasse car elle refuse une indispensable contextualisation historique et le fait que la République se construise dans une amélioration progressive par rapport à un état antérieur. Ce regard, en permanence tourné vers l'arrière, occulte par ailleurs la construction de nouvelles quêtes communes dans un monde en recherche de repères renouvelés. À l'opposé d'un libéralisme débridé qui a conduit à ce que « *les utopies [soient] détruites par leur privatisation dans un monde réifié* »<sup>12</sup>, comme le souligne Enzo Traverso, la promesse républicaine, parce qu'elle reste inachevée, suppose un combat nouveau en faveur des droits et de l'égalité des citoyens.

Les tentations populistes peuvent à ce titre apparaître à certains comme une issue à la crise démocratique et sociale que nous traversons. En célébrant une opposition « eux » / « nous », le populisme cherche à souder une France d'en bas dans une lutte contre l'élite. Margaret Canovan dessine à ce titre deux conditions au populisme : « *l'exaltation du – et l'appel au – peuple* » d'une part et « *l'anti-élitisme* » d'autre part<sup>13</sup>. Les manifestations de Gilets jaunes ont ainsi montré l'aspiration des citoyens à la fois à davantage de justice sociale, mais aussi à une participation accrue à la décision publique, notamment à travers le référendum d'initiative citoyenne. Mouvement né de la contestation d'une taxe sur le diesel, les Gilets jaunes ont par la suite dessiné un nouvel imaginaire utopique reposant sur la délibération collective et un programme fondé sur la dignité des salariés face à la prédation du capitalisme qui se présente comme une force de destruction, tant de l'emploi que des situations sociales stables des travailleurs.

12 Enzo Traverso, *Mélancolie de gauche, La force d'une tradition cachée (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, La Découverte, 2016.

13 Olivier Ihl (dir.), *La Tentation populiste au cœur de l'Europe*, La Découverte, 2003.

Les acteurs sociaux rencontrés sur le terrain ont également fait part de leurs constats sur ces sources de délitement : la peur du déclassement, les familles monoparentales surreprésentées par les femmes, les violences genrées, les discriminations du quotidien, le sentiment d'insécurité grandissant, les incivilités de plus en plus nombreuses sont autant d'inquiétudes quotidiennes qui éloignent ces publics du pacte républicain. Il est, certes, difficile de demander à un citoyen de faire société quand lui-même se sent économiquement, socialement ou encore culturellement exclu d'elle. Or, les remontées de terrain le prouvent, c'est en évitant précisément le repli sur soi et en co-construisant de manière collective que le citoyen trouve ou retrouve cette place indispensable pour avancer. Les services publics, parce que proches et protecteurs, parce qu'ils représentent le lieu même du lien social, parce que fondamentalement égalitaires, ont un rôle majeur dans cette mission. Les coupes dans leurs budgets, leur raréfaction, leur dématérialisation... sont autant de ruptures dans le contrat, autant de coups portés au pacte républicain, autant d'exacerbation des inégalités.

## **Lutter contre l'isolement citoyen**

**Proposition N°1 : Une régie de quartier pour l'emploi local et l'insertion**

**Proposition N°2 : Une maison des femmes contre les violences et pour l'inclusion**

**Proposition N°10 : Une commission extra-municipale permanente**

## L'impôt : une contribution ou ressentiment ?

En 2018, sur les 37,9 millions de foyers fiscaux en France, 16,3 millions de foyers payaient l'impôt sur le revenu, soit 43 %. Cela signifie que moins d'un foyer fiscal sur deux paie un impôt sur le revenu. Pour autant, tous les consommateurs sont astreints à la TVA et les salariés à la CSG. L'impôt est donc partout, mais il est partout inégalitaire.

La suppression de l'impôt sur la fortune en 2017 a encore renforcé un sentiment prégnant : seule une poignée de Français s'acquittent de l'impôt et ceux qui possèdent le plus ne sont pas davantage taxés. L'autre effet est « *une baisse de 50 % des dons* »<sup>14</sup> aux œuvres caritatives, puisque les dons étaient auparavant déductibles de l'impôt à payer.

L'impôt, alors qu'il est une contribution de tous pour tous, qui sert à financer les services publics, le fonctionnement de l'État et donc l'intérêt général, semble être devenu davantage la contribution à un ressentiment grandissant de ceux qui continuent de le payer chaque année.

La pandémie de Covid-19, parce qu'elle interroge la situation des services publics, au premier rang desquels l'hôpital, ne manque pas de souligner le manque criant de ressources dont ils disposent aujourd'hui. Des solutions peuvent toutefois être envisagées. Ainsi, 52 % des Français veulent « *augmenter les impôts des riches et des entreprises afin de pouvoir financer plus de politiques de soutien aux ménages défavorisés* »<sup>15</sup>. Si les gilets jaunes sont nés de la contestation d'une taxe, il n'en demeure pas moins que la volonté d'une meilleure répartition de la fiscalité, notamment pour taxer les plus riches, apparaît de plus en plus comme un impératif.

Alors que se profile une reconstruction commune, il est logique que ceux qui possèdent le plus contribuent davantage, notamment financièrement. C'est d'ailleurs ce qu'ont décidé récemment les États-Unis pour financer un plan d'aide à destination des ménages.

## La laïcité : un vecteur de commun(s)

La laïcité est un pilier du pacte républicain en ce qu'elle est un cadre qui permet la vie collective. Principe protecteur qui garantit aux croyants et aux-non croyants un espace de liberté, elle pose un cadre stable en dissociant sphère publique et sphère privée.

<sup>14</sup> « Les premiers résultats des campagnes de dons IFI », <https://www.francegenerosites.org/baisse-dons-ifi/>.

<sup>15</sup> Ipsos – CEVIPOF FJJ Le Monde, « Enquête d'opinion sur la situation politique à an de l'élection présidentielle 51 », avril 2021.

Alors que fleurissent les controverses sur l'islamo-gauchisme, la fin de l'observatoire de la laïcité, les États généraux de la laïcité, il est indispensable de rappeler que la laïcité n'est pas une arme, mais un bouclier.

Parce que « *la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* »<sup>16</sup> car l'État est séparé des Églises, les services publics sont astreints à une stricte neutralité dans l'exercice de leurs missions. Plus largement, la laïcité consacre, elle aussi, une séparation en trois sphères : la sphère publique, celle de l'État, qui suppose une neutralité absolue ; la sphère privée, celle de l'intérieur (dans les deux acceptions du terme, spatiale et psychologique), où la liberté de croire et de ne pas croire est totale ; la sphère civile, espace de vie collective, qui appelle de la discrétion, laquelle n'est ni l'effacement, ni l'ostentation. La liberté de conscience est commune à ces trois sphères, ce sont ses manifestations qui divergent en fonction de l'espace dans lequel on se trouve.

Pour une collectivité locale, cela passe par la garantie d'une part d'une sphère publique qui permette l'exercice de la liberté et d'autre part d'une formation, intellectuelle et pratique, pour comprendre la laïcité. La laïcité suppose l'égalité des droits des citoyens, dont elle est par ailleurs la garante.

En ce sens, la cohérence du pacte républicain repose sur une société laïque, qui accepte les croyances autant que de les questionner, qui ne confond pas critique d'une religion et critique des croyants. En ce sens, la laïcité contribue à apaiser les rapports sociaux car elle les dépassionne des conflits qui peuvent naître d'une incompréhension des croyances d'autrui. En nous donnant des règles collectives, la laïcité est un puissant vecteur de commun qui rassemble les citoyens plutôt qu'elle ne les divise.

L'idéal laïque, c'est à la fois l'autonomie des citoyens, la liberté de conscience, l'égalité et le partage d'un espace civique en commun. C'est aussi l'universalisme contre le différentialisme, l'émancipation contre la soumission et l'intérêt général contre les privilèges et les intérêts particuliers.

La laïcité « *signifie donc l'universalité de principe de la loi commune et de la sphère publique qu'elle organise. [Elle] est en premier lieu un principe de droit politique. Ce principe suppose un idéal universaliste d'organisation de la cité et le dispositif juridique qui en rend possible la réalisation concrète* »<sup>17</sup>.

---

16 Loi portant séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, article 2.

17 Henri Peña-Ruiz, Dictionnaire amoureux de la laïcité, 2016

Alors que la laïcité est une spécificité française qui fait la richesse de notre nation, ce concept reste, encore aujourd'hui, peu compris ou mal-interprété. Partant de ce constat, la mission d'étude a souhaité recenser les points de blocage. La moindre transmission des valeurs républicaines et le manque de débat dépassionné sur ce sujet sont des remontées de terrain récurrentes. D'autant plus quand le concept de pacte républicain est analysé par le simple prisme de la laïcité. Brouillant le message général, la notion est complexifiée et sujette au dévoiement. Il est donc aujourd'hui indispensable que les citoyens puissent se réapproprier la notion de pacte républicain pour mieux intégrer celle de laïcité, et notamment les jeunes générations, pour construire leur identité de citoyen intégralement.

## Construire l'identité de citoyen

**Proposition N°5 : Un cycle de formation citoyenne**

**Proposition N°6 : Renforcer le lien armée-nation**

## Le « monde d'après » : enjeux et perspectives

Le terme était omniprésent lors du premier confinement de 2020 : le « monde d'après » serait radicalement différent et personne n'était alors préparé à mesurer les bouleversements qui se préfiguraient pour demain. Un an après, force est de constater que le « monde d'après » se fait encore attendre et que les rêves et les envies utopiques qui ont pu naître dans le creux des appartements où se confinaient les Français peinent à trouver une traduction concrète.

Si l'arrêt presque total du pays pendant deux mois a conduit à des effets inattendus, comme le recul du « jour du dépassement » qui correspond à la date à partir de laquelle l'humanité a consommé les ressources que la planète a régénéré en un an (estimé au 22 août en 2020, contre le 29 juillet en 2019), Attac France et Oxfam France ont montré que « *de mars 2020 à mars 2021, la fortune des milliardaires français a augmenté de 170 milliards d'euros* »<sup>18</sup>, quand, dans le même temps, parmi les 10 % de ménages les plus modestes, 35 % percevaient une dégradation de leur situation financière lors du premier confinement.

18 Attac France et Oxfam France, « L'indécemment enrichissement des milliardaires français pendant la pandémie », avril 2021.

De fait, notre société est à un tournant ontologique : soit nous consacrons un mouvement naturel de la société qui tend à creuser sans cesse les inégalités et les différences, soit nous changeons radicalement de paradigme pour que le « monde d'après » ne soit pas un espoir déçu, mais une construction collective.

Se pose dès lors la question de l'humanisme contre l'économie néo-libérale qui « *préfère aux gouvernements des hommes l'administration des choses et ravale la puissance à l'intendance* »<sup>19</sup>, comme le précise Christophe Habas. L'avenir de notre mode de vie collectif passe en effet par une interrogation profonde sur la nature de l'homme et ses aspirations. L'environnement religieux consacrant une « vertu » impérative a progressivement cédé la place à *La Fable des abeilles* imaginée par Mandeville, qui veut que les vices personnels contribuent au bonheur collectif, dès lors que chacun cherche sa satisfaction individuelle et immédiate. D'une religion du livre comme parole de vérité absolue, les sociétés occidentales ont basculé dans une religion du marché et du profit comme principes directeurs des rapports sociaux.

Dans ce contexte, le pacte républicain apporte une première série de réponse : l'humanisme, parce qu'il est une philosophie désintéressée, dont la préoccupation est l'émancipation collective, est un levier important d'une redéfinition de notre cadre collectif.

En se demandant ce que nous sommes, nous questionnons aussi les perspectives forgées par le progrès technique dont la vitesse nous dépasse très largement. À l'heure des connexions internet d'une rapidité jamais atteinte, des objets connectés, de notre dépendance au numérique, de notre captivité également quant à l'utilisation de nos données personnelles, peut-on encore construire une œuvre collective ?

Le pacte républicain, qui suppose cohésion sociale et partage, passe nécessairement par un dialogue permanent. Or, dans notre société des écrans omniprésents, les rapports sociaux tendent à nécessiter de plus en plus un médium numérique pour être effectifs. Le Baromètre 2019 du numérique de l'ARCEP précise ainsi que « *62% des Français indiquent utiliser des applications pour échanger des messages (+9 points par rapport à 2018) et 51% pour téléphoner (+11 points)* »<sup>20</sup>.

<sup>19</sup> « Divers aspects de la pensée contemporaine », 4 février 2018, franceculture.fr.

<sup>20</sup> ARCEP, CGE, Agence du numérique, « Baromètre du numérique 2019. Enquête sur la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française en 2019 », 2019.

De même, 97 % des 18-24 ans et 92 % des 25-39 ans utilisent leur téléphone mobile pour naviguer sur internet. Paradoxalement, l'acceptabilité de l'utilisation de nouvelles technologies tend à baisser légèrement, tandis que 37 % des Français estiment que les relations avec les administrations publiques ces dernières années se sont complexifiées, notamment à cause du numérique.

Dans cette révolution des écrans, on constate aussi la séparation entre les plus jeunes, pour qui l'utilisation est instinctive, et les plus âgés, qui peinent davantage à opérer cette conversion au tout numérique.

Enfin, le « monde d'après » ne peut se penser sans considérer la place que la société accorde aux générations les plus jeunes. Si les « écoliers » d'aujourd'hui (de la maternelle au supérieur) connaissent une année scolaire hors-du-commun au regard des contraintes sanitaires et du morcellement auquel elles conduisent, ce bouleversement passager se double de mutations systémiques plus profondes.

D'un point de vue de l'engagement politique, la « génération Z » (née après 2000) semble se définir comme plus conservatrice que les précédentes. À propos du mariage homosexuel, des droits des personnes transgenres ou encore de la légalisation du cannabis, 59 % de la génération Z déclarent avoir une pensée conservatrice. D'après Mark Walport, la technologie a une répercussion importante sur les adolescents : les jeux vidéo et internet conduisent à ce qu'ils aient « moins de temps et d'opportunités de participer à des comportements à risque traditionnels »<sup>21</sup>. Ainsi, 60 % des 18-24 ans qui envisagent de voter pour le Rassemblement national en 2022 déclarent le faire par « adhésion » et non par rejet des autres candidats<sup>22</sup>. De même, près d'un tiers des 25-34 ans envisage de voter pour le RN en 2022.

Ces chiffres interrogent le rôle et la place de l'École dans la formation intellectuelle des citoyens de demain. Quand des élèves de lycée précisent par exemple que « *toute ma vie tourne autour de la religion !* » ou que « *c'est ma religion qui m'éduque le plus* »<sup>23</sup>, l'éducation repose moins sur un apprentissage laïque de l'esprit critique que sur une lecture uniquement axiologique du monde.

21 « They don't like drugs or gay marriage, and the HATE tattoos : Is Generation Z the most conservative since WW2? », [dailymail.co.uk](https://www.dailymail.co.uk), 15 septembre 2016.

22 Franck Johannès, « Comment le Rassemblement national est devenu le premier parti de la génération des 25-34 ans », *Le Monde*, 5 avril 2021.

23 Michel Eltchaninoff, « Sujets sensibles », *Philosophie magazine*, n°148, avril 2021.

Or, l'École de la République souffre, elle aussi, d'une difficulté grandissante à assurer ses missions premières : d'une part parce que lui sont confiées de nombreuses missions annexes pour pallier les défaillances éventuelles de l'éducation parentale ou de structures d'éducation populaire, d'autre part parce qu'elle connaît, comme de nombreux services publics, un sous-investissement, au motif, comme l'a souligné le Premier ministre Édouard Philippe, qu'il y a « *une addiction française à la dépense publique* »<sup>24</sup> .

Le pacte républicain que nous voulons pour le « monde d'après » suppose pourtant des services publics de qualité et également répartis sur tout le territoire, de manière à ne laisser personne sur le bord du chemin, plutôt que rationalisés pour des raisons financières : ainsi de cette maternité fermée dans un département rural ou de la suppression d'une ligne de train, ou encore la fermeture d'une école<sup>25</sup>.

Les acteurs de terrain sont unanimes : l'initiation aux valeurs républicaines doit se faire le plus tôt possible. L'école, les services publics et les acteurs associatifs jouent un rôle majeur dans cet apprentissage. C'est à ce titre que la mission d'étude propose des moments ludiques, mais également d'investissement personnel et professionnel aux jeunes générations pour contribuer à leur apprentissage républicain.

## Contribuer à l'apprentissage républicain

**Proposition N°3 : Des services civiques pour renforcer les liens humains**

**Proposition N°7 : Des colonies de vacances pour tous**

24 Édouard Philippe, discours de politique générale, 4 juillet 2017.

25 Voir à ce titre la série « Quand l'État s'en va » publiée par Le Monde en février 2019.

## Le bonheur intérieur brut : un indicateur d'avenir

Apparu il y a 50 ans au Bhoutan, le Bonheur national brut (BNB) est devenu depuis l'indicateur de référence pour mesurer le bien-être de la population. Alors que l'ensemble des pays du monde mesurent leur réussite et santé nationales par le biais d'un indicateur économique, le Produit intérieur brut (PIB), le BNB repose sur quatre critères : croissance et développement économique, conservation et promotion de la culture, sauvegarde de l'environnement et utilisation durable des ressources et bonne gouvernance responsable. Concrètement, il s'agit donc d'associer la croissance traditionnelle à des notions de durabilité et de collectivité, là où le PIB ne prend en compte que la production de valeur des entreprises d'un pays.

Alors que le Bhoutan ne dispose que du 162ème PIB au monde (7 milliards de dollars), il est le seul pays à présenter un bilan carbone positif, à savoir qu'il absorbe plus de CO2 qu'il n'en émet. Pour autant, la pauvreté et l'endettement restent des problématiques majeures au Bhoutan.

En Europe, le Bonheur intérieur brut (BIB) se matérialise en 2011. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est emparée de cette notion en créant un indicateur agrégeant onze thématiques (logement, emploi, santé, sécurité, éducation, environnement...), mais, davantage tournée vers le sentiment de satisfaction personnelle, il ne permet pas de prendre en compte l'évolution de l'épanouissement collectif.

C'est par le biais de cette notion que la mission d'étude entend développer cette mesure d'évaluation : l'épanouissement collectif.

Dans le cadre d'une commission extra-municipale dédiée, la ville pourrait s'en inspirer pour mesurer l'impact de ses politiques publiques sur le quotidien des citoyens afin de les évaluer, les réajuster voire les réformer pour répondre au plus près aux attentes des Kremlinois. En additionnant cet indicateur d'évaluation à des démarches de démocratie participative renforcées, la mission d'étude entend matérialiser une traduction concrète du « monde d'après » et de cette volonté de changement de paradigme qui semble s'éloigner à mesure que la crise sanitaire se prolonge.

À terme, les critères suivants pourraient être évalués et leurs analyses rendues publics : « infrastructures proposées » (commerces, transports, santé, culture...), « information citoyenne et concertation », « politique sociale du logement », « gouvernance et action municipale » et « environnement général et écologie populaire ».

Cet indicateur d'évaluation permettrait à la fois de recréer un socle de vie commune et de développer un pacte républicain à l'image de ses habitants. En le réinventant, la mission d'étude refuse de le laisser se figer dans le temps au risque de continuer à le voir se déliter.

Ces espoirs sont autant d'envies qui se font jour, que la mission d'étude a aussi trouvées dans les nombreuses propositions qui lui ont été faites par les acteurs locaux rencontrés, jamais avarés d'inventivité pour cultiver notre pacte républicain.

# AUDITIONS ET RENCONTRES CONDUITES PAR LA MISSION D'ÉTUDE

Après une trentaine d'auditions et 3 visites à l'extérieur du Kremlin-Bicêtre, la mission d'étude a souhaité élargir largement le spectre des échanges en sollicitant des acteurs locaux comme des personnalités extérieures à la ville.

## Des constats partagés

L'effritement du pacte républicain se traduit par la multiplication des incivilités du quotidien, éléments rapportés lors de nombreux entretiens. Les associations et les institutions sont désarmées face à ces attitudes individuelles qui semblent apparaître comme un vrai frein à une société plus apaisée et plus sereine. Mettre fin à ces petites entorses à la vie commune ne réglerait certes pas tout, mais permettrait semble-t-il d'appréhender les difficultés de notre environnement avec davantage de calme.

L'École est également vue comme un acteur majeur, du moins jusqu'à un passé récent. Le pacte républicain ne semble plus être le fil conducteur de notre éducation, pas plus scolaire que familiale ; il n'est plus une évidence. Dès lors, tout se passe comme si on avait de plus en plus de mal à s'y référer, à s'appuyer sur lui. Si le CROUS, par exemple, intègre désormais des formations à

la citoyenneté, en lien avec l'Université, car des acquis semblent manquer pour un certain nombre d'étudiants à l'âge de 18 ou 20 ans, la directrice de l'ECAM souligne en outre que les mots de l'adulte ne sont pas forcément adaptés pour les plus jeunes dans la définition et la transmission du pacte républicain. Dès lors, la position de l'adulte peut avoir tendance à s'opposer à celle de l'enfant.

Au sein des établissements scolaires, l'enjeu relaté par les acteurs éducatifs est d'une part de fournir des outils aux enseignants, en plus de leur bagage personnel, pour leur permettre d'aborder avec leurs élèves les valeurs de la République, la laïcité, les questions touchant au lien social. Formatrice des citoyens de demain, comme le souligne l'inspectrice de l'Éducation nationale, l'École ne peut se fermer sur elle-même et les différents acteurs adoptent une attitude de co-construction sur les différents temps de l'enfant. Ces questions sont d'autre part transversales. Si l'Enseignement moral

**« Le pacte républicain,  
c'est la possibilité de  
réaliser quelque chose  
en commun »  
Une responsable associative**

**« Il n’y a pas de transmission des valeurs sans protection de la part de la République. »  
Une responsable associative**

et civique a été officiellement réintroduit en 2015 dans les programmes<sup>26</sup>, les diverses matières et activités permettent d’interpeller les citoyens en devenir que sont les élèves sur leurs idées et leurs pratiques. Par ailleurs, si les candidats aux concours d’enseignement postulent pour une profession mal

rémunérée, il n’en demeure pas moins que la diversité des candidats conduit aussi à des approches variées, qui renouvellent, dans le cadre des programmes scolaires, les pratiques d’enseignement. Enfin, contre le souhait d’un pré-carré et d’un collectif à géométrie et envie variables, le proviseur du lycée précise la démarche active que constitue l’enjeu de faire République, en partant d’une adhésion à un projet. Dès lors, retisser notre pacte républicain, c’est d’abord partir de la société telle qu’elle est à ce jour.

À ces éléments s’ajoute la nécessaire transmission de l’Histoire récente, notamment celle de la décolonisation, de l’Algérie en particulier, qui est mal assumée par la République. Or, nombre de jeunes Français ne peuvent se reconnaître dans ce vide. Au contraire, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l’histoire récente a été examinée, analysée et rapidement enseignée, pour que la mémoire perdure, ce qui a contribué à revivifier le pacte républicain. La directrice de l’ECAM insiste également sur le sentiment que la République continuerait à prôner ses valeurs sans intégrer les événements d’une Histoire plus récente. La représentante de l’UFAL relève en outre une différence générationnelle : les valeurs républicaines seraient moins bien conceptualisées chez les jeunes générations que chez les plus âgées, en situant une bascule en 1968, où l’école aurait abandonné l’enseignement de ces valeurs. Le travail de mémoire, effectué dans le cadre des commémorations nationales, mais aussi au quotidien avec les écoles, est donc un enjeu fondamental pour retisser du lien et permettre une compréhension élargie des événements passés, double condition pour faire meilleur avenir demain.

Une éducation au pacte républicain suppose également une implication forte des parents. L’association « L’Un Est l’Autre » souligne à ce titre la part importante de mères seules parmi ses bénéficiaires. Des actions doivent être prioritairement conduites notamment en direction des familles monoparentales, soit pour leur permettre d’avoir un emploi stable, soit pour les aider dans leur rôle de parent.

<sup>26</sup> Prévu par la loi de refondation de l’École de la République de 2013, l’EMC a été précédé par la Charte de la laïcité à l’école, affichée dans tous les établissements scolaires depuis 2013.

La représentante de la Chambre de commerce et d'industrie du Val-de-Marne témoigne par ailleurs de l'idéalisation qui semble habiter les jeunes générations aujourd'hui qui « *rêvent à un avenir glorieux sans effort. Ils se voient en rappeur à succès ou en footballeur plus qu'en entrepreneurs* ». Là où la Chambre a un rôle d'accompagnement, elle ne peut le faire que si l'entrepreneur a pris conscience qu'il avait besoin d'être accompagné.

La question de la laïcité n'est pas apparue comme centrale dans les différents échanges, dans la mesure où les acteurs ne connaissent pas de réelles difficultés quant à sa conception et son application dans leurs différentes missions. Le conservatoire propose des chants religieux sans que cela suscite de la crispation quand l'association « L'Un Est l'Autre » distribue des repas avec de la viande halal.

Pour une grande majorité d'acteurs, le pacte républicain s'appuie sur la présence forte de services publics. C'est également l'idée d'une République qui protège et n'abandonne personne, car le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. À ce titre, la notion d'intérêt général revient dans de nombreuses auditions : il s'agit de « *faire société* », comme le souligne le CIDFF, notamment par l'accès aux droits et aux devoirs, qui suppose un cadre certes juridique, mais participe également d'une démarche sociale.

Le commissaire de police insiste ainsi sur le rôle de « *régulateurs sociaux des citoyens* » que sont les forces de l'ordre au quotidien : en empêchant tout à la fois les honnêtes citoyens d'avoir peur des autres et que les citoyens ne passent pas du mauvais côté de la barrière, la police constitue un bras armé indispensable pour la République.

**« Les rires font d'une certaine manière aussi partie du pacte républicain. »  
Un responsable associatif**

L'intérêt général semble parfois écorché par une montée importante de l'individualisme. Le directeur du CROUS souligne à ce titre l'abandon de logements proposés en colocation pour les étudiants : si ces derniers aspirent à des espaces de vie collective, ils souhaitent d'abord disposer de leur propre logement. Plusieurs acteurs pointent de surcroît un comportement de consommateur qui tend à se développer, y compris pour les associations caritatives. À cette approche qui sous-tend un objectif de rentabilité directe, les acteurs auditionnés opposent le lien humain comme fondement du pacte républicain. La CGL souligne par exemple la nécessité d'une transmission orale des droits et devoirs aux locataires, plus efficace qu'un simple courrier car elle suppose un dialogue.

Deux débats se sont par ailleurs faits jour : une interrogation sur les réussites et les échecs de l'intégration à la citoyenneté ; la question d'une temporalité nécessairement longue pour reconstruire du commun.

À propos de l'intégration, le commissaire de police souligne la dimension protéiforme de la question, qui interroge histoire, culture, économie, lieu de vie, etc. L'intégration, qui est globalement réussie en France, participe au melting-pot de la République. L'association Accueil fraternel 94 met en exergue pour

**« Vivre ensemble, c'est considérer chacun comme frère et sœur en humanité. »  
Un responsable associatif**

sa part le préalable essentiel de mener un dialogue et d'échanger autour de la laïcité pour lever les éventuels ambiguïtés et quiproquos. Cependant, il est parfois difficile de faire comprendre le concept de laïcité à des personnes venant de pays où l'État et la société sont régis par les lois religieuses. La représentante de l'UFAL souligne pour sa part le retrait de la République des quartiers difficiles : en abandonnant du terrain, elle laisse ainsi la place à la division et ne participe pas à la construction permanente d'une cohésion nationale.

Le temps long a notamment été abordé par la directrice de l'ECAM : l'itération des actions est une condition nécessaire de l'appropriation par le plus grand nombre. Le pacte républicain est en effet une construction palingénésique permanente de commun qui nécessite d'associer différents acteurs de façon transversale de manière à toucher le plus grand nombre.

## **Anticiper les failles de la société**

Recréer du lien social et intellectuel en multipliant les espaces d'échanges et de débats est fondamental pour prévenir les fractures de notre société. Le choix des mots, des discours et la manière dont sont abordées les notions théoriques ont leur importance. À ce titre, l'Union des familles laïques (UFAL) et la compagnie « à l'Affût » utilisent des approches pédagogiques et ludiques comme moyens et clés de compréhension : ciné-débat, théâtre forum ou encore exercice collectif, ces formats permettent de casser les premiers *a priori* pour construire une réflexion commune.

Parce que « *la fragilité démocratique se mesure à la colère de ceux qui s'expriment. Mais aussi au silence de ceux qui ne prennent pas la parole* »<sup>27</sup> et que l'on ne peut pas parler d'écologie comme on parle de laïcité, les élus doivent s'inspirer de ce type de dispositifs pour recréer du dialogue et maintenir ce lien de confiance qui l'unit aux citoyens. La préservation de la confiance passe également par une participation directe et récurrente des citoyens à la vie publique, comme l'explique Paul Cébille de l'Institut français d'opinion publique (IFOP). Selon lui, les outils de démocratie directe sont idoines pour conforter ce lien par le biais de concertations sur des thématiques précises, la mise en place d'instances locales, référendum, etc.

Ils permettent ainsi de répondre à la volonté des citoyens d'être écoutés et entendus mais également de les confronter à la complexité du rôle de l'élu. Cependant, bien que les outils de démocratie directe tendent à se normaliser, un plafond de verre est déjà perceptible notamment par la mobilisation citoyenne qui reste encore timide.

La question de la représentativité dans les instances démocratiques est également une question récurrente. Si elle devenait effective, d'un point de vue du genre, de l'âge et de la couleur de peau, elle permettrait d'apaiser cette situation.

Ainsi, la responsabilité pour faire vivre de manière effective le pacte républicain est collective. Les représentants doivent continuellement se remettre en question pour maintenir la confiance initiale des citoyens en incarnant ce rôle de « super-citoyen représentatif » tout en respectant les règles de moralisation et de transparence. Ils ont aussi un rôle essentiel dans un pacte républicain du quotidien, au regard de l'engagement qui est le leur. Au-delà des cérémonies républicaines (commémorations, mariages, parrainages, conseil municipal, etc.), ils participent d'une représentation autant que d'une incarnation des principes républicains dans leur engagement. Quant au citoyen, il doit s'emparer pleinement des outils mis à sa disposition et remplir son rôle, qui est des plus essentiels, pour tendre vers une démocratie toujours plus vertueuse.

## Trois visites au plus proche des acteurs

La mission d'étude a rencontré trois acteurs de terrain : la Compagnie à l'affût, qui pratique notamment le théâtre-forum ; la régie de quartier de Créteil, créée en 1987 ; l'association Co'p1, qui organise depuis septembre des distributions de paniers repas pour les étudiants en difficulté.

De ces trois rencontres, émergent d'abord le dialogue et l'entraide comme vecteurs essentiels de

<sup>27</sup> Luc Bronner, « La fragilité démocratique se mesure à la colère de ceux qui s'expriment. Mais aussi au silence », Le Monde, 08 mai 2021.

construction collective. Ainsi la parole libérée des groupes de paroles du théâtre-forum (le groupe présent le jour de la visite échangeait sur les violences faites aux femmes avec des témoignages de victimes) trouve un écho dans l'accompagnement matériel, mais aussi psychologique, proposé par l'association Co'p1.

## **Co'p1 - Solidarités étudiantes : l'entraide entre pairs**

L'association Co'p1 est née de la mobilisation d'une poignée d'étudiants de l'université Paris-I en septembre 2020. Constatant les difficultés grandissantes des étudiants pendant la pandémie et l'accroissement de la précarité étudiante, les fondateurs ont décidé de distribuer des paniers repas.

Grâce au soutien de plusieurs universités et de la Mairie de Paris, ce sont plus de 750 paniers qui sont donnés chaque semaine lors de deux distributions. Outre des denrées alimentaires fournies par des supermarchés partenaires, des produits d'hygiène tels que du shampoing ou des protections périodiques complètent les paniers.

Au-delà des difficultés financières, l'association est aussi préoccupée par « *les conséquences psychologiques et physiques* »<sup>28</sup> de la pandémie sur les étudiants. Elle organise ainsi des actions de prévention de santé lors de ses distributions en partenariat avec la LMDE.

Si la Ville a étendu son bouclier communal aux jeunes et aux étudiants pour les aider dans cette période difficile, les actions de Co'p1 interrogent la place des pouvoirs publics dans leur capacité à faire vivre la solidarité de proximité. Animée par un noyau d'étudiants bénévoles, l'association propose en outre un système de parrainage pour que des particuliers puissent aider directement un étudiant chaque semaine et un accompagnement dans l'accès aux droits, notamment pour les étudiants étrangers, pour qui l'isolement est encore plus important.

## **Compagnie à l'affût : la parole comme remède**

Rencontrée dans un centre social du sud de Paris, la Compagnie à l'affût a développé depuis plusieurs années la pratique du théâtre-forum : il n'est plus question d'acteurs et de spectateurs, mais d'un dialogue qui se nourrit des participants, invités à partager leur expérience et à l'analyser par le jeu théâtral.

---

28 Voir l'interview de l'association dans Le Mag' de mai 2021.

Dans ce « théâtre du réel », comme le définit la compagnie, le point de départ est un sujet de société : violences faites aux femmes, inégalités sociales, harcèlement, etc. L'objectif est de faire émerger des questionnements et des solutions horizontales, de la part du groupe, et non de façon verticale et péremptoire. Si, au départ, tous les points de vue ont droit de cité, l'enjeu réside dans la méthode qui questionne, met en doute, échange, affronte et, finalement, fait avancer chacun.

Les deux responsables de la compagnie insistent sur le fait de réouvrir des espaces de débats et d'échanges pour une prise de conscience collective. Le théâtre-forum permet par ailleurs de recréer du lien par le jeu, qui entraîne un état affectif différent et permet d'exprimer des choses qui ne sont pas dites habituellement. En somme, il s'agit de redonner confiance.

L'oralité est aussi un moyen de questionner les certitudes. Les jeunes générations ont de moins en moins confiance dans les médias et s'informent via les réseaux sociaux, en questionnant moins la véracité du propos vu ou entendu. Cette crise de confiance rejoint celle qui frappe la politique et au-delà, le pacte républicain. Dès lors la pièce, comme espace spatial et comme performance collective, est un outil de doute utile pour avancer.

## **Régie de quartier de Créteil : s'épanouir au cœur de son quartier**

Le Val-de-Marne compte aujourd'hui deux régies de quartier. Celle de Créteil est une association d'insertion qui s'occupe de publics en difficultés professionnelles. Il s'agit d'associer les habitants à la vie de leur quartier en croisant une démarche solidaire et sociale.

En favorisant de l'emploi local, la régie de quartier questionne l'émancipation des habitants. Le président explique par exemple que les contrats d'insertion signés sont un premier levier pour des femmes qui souhaitent retrouver une activité après plusieurs années passées dans leur foyer et dont le mari n'est pas toujours d'accord pour qu'elles travaillent à nouveau.

À l'activité économique d'entretien des espaces verts, des bases vie de chantiers, des parties communes des immeubles de bailleurs sociaux, s'ajoute un pôle social qui comprend des médiateurs de quartier pour apaiser les relations sociales. Les médiateurs sont présents dans un quartier voisin la nuit, pour calmer les conflits, mais aussi éduquer à la citoyenneté et échanger avec les habitants.

Les régies de quartier ont une philosophie commune : aider les uns et les autres. Elles sont très impliquées dans le lien social et l'action citoyenne et, partout sur le territoire, pallient les manquements de l'État quant à la solidarité.

## Les mots du pacte républicain

Au fil des auditions et des rencontres, des mots surgissent pour expliciter le pacte républicain. Sans ordre d'importance, ils sont ici synthétisés et donnent un autre aperçu des enjeux pour la collectivité.

**Partage** rencontres **collectif**

**Contribution** responsabilité

**participation**

**valorisation** attractivité

**fraternité** **partage** accueil **empathie**

aller au-delà des apparences

**respect**

écoute **attention** à l'autre

**laïcité**

**protection** transmission

**solidarité** **civisme** responsabilité

**éducation** aide

**co-construction**

## CONCLUSION

« *Il faut arrêter de vendre la peur. Il faut que les gens arrêtent d'avoir peur* », prévenait Kylian Mbappé à la veille d'un match important en février 2019, alors que les commentateurs prédisaient une défaite. Ces mots résonnent étonnamment avec la démarche qui est la nôtre depuis le début de cette mission d'étude : réparer les fractures qui nous divisent et entretiennent la méfiance, enchanter les communs qui permettront, demain, de redoubler ensemble d'efforts pour une société meilleure et des jours — plus — heureux.

Cette mission d'étude est d'abord une rencontre, intellectuelle, conceptuelle, pratique aussi à bien des égards. À l'heure de la morosité ambiante et d'une pandémie qui n'en finit plus, ces échanges sont une bouffée d'oxygène car ils témoignent de la vitalité de notre tissu social.

Depuis décembre dernier, nous écoutons ceux qui, tous les jours, s'impliquent de façon désintéressée pour entretenir notre humanité commune. Nous les avons rencontrés dans leur environnement pour certains, ils ont accepté de nous livrer leur analyse, sans aucune caricature, toujours avec la distance et la réflexion qui caractérisent les acteurs engagés. Qu'ils soient ici vivement remerciés pour leur disponibilité et leur contribution à cette réflexion commune.

Tous nous ont fait part de leur optimisme. Notre pacte républicain est loin d'être épuisé. Si les constats sont parfois durs, rien n'est perdu et les solutions ne manquent pas. C'est ce que nous avons tenté d'esquisser à travers les 10 propositions que nous formulons : elles sont, certes, circonscrites, mais elles nous paraissent une première étape dans la recherche de l'épanouissement collectif.

Si la mission d'étude touche à sa fin avec ce rapport, nous savons que sa philosophie continuera d'habiter la municipalité. En proposant le bonheur intérieur brut comme indicateur, nous voulons ne jamais cesser de nous poser des questions pour nourrir l'avenir. C'est certes le rôle des élus, mais c'est aussi plus largement une méthode de construction commune au service de l'intérêt général.



**Jean-François Delage**, premier adjoint chargé de la démocratie, la citoyenneté, la coordination des conseils de quartiers, le référendum kremlinois, le comité éthique, l'éducation populaire, les affaires générales, les services publics.



**Anissa Azzoug**, adjoint chargée de la culture, l'histoire de la ville, la laïcité, l'émanipation, les droits des femmes, le numérique, la coopération.

# 10 PROPOSITIONS POUR RÉPARER LES FRACTURES ET ENCHANTER LES COMMUNS

Au terme de ses travaux, la mission d'étude formule 10 propositions concrètes qui pourront être mises en œuvre au Kremlin-Bicêtre pour faire vivre davantage encore le pacte républicain.

## 1. Une régie de quartier

La régie de quartier est une association qui a pour principale mission l'insertion par l'emploi de publics éloignés du travail. C'est un outil de vivification sociale pour des personnes qui peinent à trouver un emploi. Elle associe des particuliers, des bailleurs sociaux et des collectivités autour d'un projet d'entreprise solidaire qui assure notamment des petits travaux et des activités d'entretien des espaces. En plus d'une activité économique, la régie de quartier peut développer des activités de lien social et d'apprentissage de la citoyenneté : aide aux devoirs, cours de français, jardinage, etc.

## 2. Une maison des femmes

En partenariat avec l'Hôpital Bicêtre, sur le modèle de la maison des femmes de Saint-Denis, ce lieu permettrait des consultations pour les femmes en difficulté ou victimes de violences. Dans une perspective médico-sociale, cette maison des femmes pourrait également assurer des actions de sensibilisation et de prévention.

## 3. Des services civiques pour renforcer les liens humains

Le dispositif du service civique permet à des étudiants de consacrer une année de césure à une mission d'intérêt général. Le recrutement de tels profils permettrait à la ville de développer ses missions de médiation, de promotion des dispositifs existants en faveur de l'accès aux droits, de l'émancipation, de l'accompagnement socio-éducatif. 2 missions peuvent être d'ores et déjà dessinées : l'implication des citoyens et leur participation à la vie de la ville ; l'accompagnement des seniors, la lutte contre l'isolement, la prévention des risques sanitaires.

## **4. Des rencontres culturelles et sportives pour (re)créer du lien entre les habitants**

Si la pandémie éprouve durablement le monde de la culture, cette dernière se doit d'être accessible au plus grand nombre au coin de la rue pour favoriser la cohésion sociale par la découverte de nouveaux horizons. À ce titre, la mission d'étude propose de créer :

- Un festival annuel pour soutenir les compagnies locales et faire vivre les rues de la ville au rythme de la création culturelle locale. Cela permettrait également de promouvoir davantage les talents kremlinois ;
- Un tournoi sportif inter-quartiers, des concours d'expression libre (poésie, chant, expression corporelle...) et la création d'une radio municipale pourraient également être des pistes à explorer.

## **5. Un cycle de formation citoyenne**

Dans le cadre de l'université populaire permanente initiée en 2021 par la ville, un cycle d'« Ateliers de la République » permettrait un travail d'éducation populaire autour du pacte républicain : laïcité, lien social, droits et devoirs, les sujets sont nombreux à aborder pour définir plus précisément encore ce qui fonde notre appartenance à la communauté des citoyens.

## **6. Renforcer le lien armée-nation**

La ville a la chance d'héberger un Fort militaire important. La présence de cet acteur majeur sur le territoire communal doit permettre de renforcer le lien armée-nation. Une convention de partenariat pourrait être signée avec le Fort, à la fois pour ouvrir davantage le Fort aux Kremlinois, mais aussi pour que les ressources, notamment dans les métiers du numérique, qui y sont présentes puissent rayonner davantage dans la ville.

## **7. Des colonies de vacances**

Les « colos » apprenantes organisées à l'été 2020 par la ville ont rencontré un franc succès. Outil de partage collectif, les colonies de vacances tendent cependant à se raréfier. En partenariat avec les acteurs de l'éducation populaire, une programmation été et hiver pourrait être proposée aux jeunes Kremlinois pour découvrir d'autres horizons.

## **8. Une maison des initiatives locales**

Il n'existe que trop peu de lieux où l'on retrouve une forme de mixité sociale, culturelle ou encore professionnelle. Une maison des initiatives locales pour accorder une large place à la parole citoyenne, aux rencontres et aux échanges entre personnes venues d'horizons différents pourrait être créée. Carrefour du lien social, ce lieu pourrait aussi accueillir des actions de solidarité à destination des personnes les plus fragiles. Ateliers, moments de convivialité ou échanges de bonnes pratiques entre les habitants, ce lieu serait inventé par et pour les Kremlinois.

## **9. Une épargne écologique et citoyenne**

Si les inégalités se creusent, elles supposent que certains foyers ne cessent de s'enrichir. La richesse existe, mais elle ne se répartit pas, elle s'accumule dans des mains de plus en plus rares. La ville du Kremlin-Bicêtre, dans une démarche intercommunale ou départementale, pourrait être à l'initiative d'un fonds d'investissement écologique et citoyen pour que ceux qui possèdent des richesses contribuent à un investissement collectif et localisé pour les transitions énergétiques et les projets d'accompagnement social permettant de dynamiser le tissu local.

## **10. Une commission extra-municipale permanente**

Parce que la mission d'étude conduite au premier semestre est avant tout un point de départ, l'objectif est de pouvoir associer les acteurs locaux et les Kremlinois de façon durable à la réflexion sur le pacte républicain et aux projets à conduire dans notre ville. À ce titre, il est proposé de créer une commission extra-municipale qui aura deux missions essentielles : assurer le suivi des propositions du rapport et évaluer l'action de la ville et de ses partenaires, grâce à l'indicateur du Bonheur intérieur brut qui mesurerait non pas un sentiment de satisfaction personnelle, mais l'évolution de l'épanouissement collectif ; s'inscrire dans une démarche prospective, en lien avec les acteurs locaux, pour proposer d'ouvrir d'autres chantiers afin de faire vivre le pacte républicain durant le mandat.

## Liste des rencontres

### Association Co'p1

**Emilie Anèse**, CIDFF

**Fabrice Bardèche**, vice-président exécutif, groupe Ionis

**Sally Bennacer**, représentante de la Chambre de commerce et d'industrie du Val-de-Marne

**Brigitte Billard**, responsable de la Ruche du Kremlin-Bicêtre

**Corinne Bocabeille**, co-présidente du groupe « Le Kremlin-Bicêtre en commun »

**Cynthia Bouninneau**, responsable locale FCPE

**Claire Bourdier**, directrice de l'ECAM

### Compagnie à l'affût

**Paul Cébille**, IFOP

**Ryan Ceglia**, président de l'association DETER

**Sophie Fort**, inspectrice de l'Éducation nationale

**Marie-Claude Giraud**, représentante locale de la CGL

**Marie-Hilda Guineau**, magistrate honoraire

**Mohammed Khodja**, président de l'association des musulmans du Kremlin-Bicêtre

**Lendo Makunga**, Accueil fraternel 94

**Albert Myara**, président du conseil du consistoire du Kremlin-Bicêtre

**Ernst Ohnet**, responsable de l'antenne locale des Restos du cœur

**Jean-Christophe Porcheron**, président de la régie de quartier de Créteil

**Maryvonne Rocheteau**, UFAL Val-de-Bièvre

**François Rousseau**, directeur des associations départementales FRANCAS Val-de-Marne et Seine-et-Marne

**Xavier Saumon**, directeur du conservatoire à rayonnement intercommunal du Kremlin-Bicêtre

**Olivier Scassola**, directeur départemental du CROUS

**Stéphane Stringhetta**, commissaire central du Kremlin-Bicêtre

**Sébastien Volpoët**, proviseur du lycée Darius-Milhaud

**Zina Ziani**, coordinatrice de l'association L'Un est l'autre

# Lettre de mission



Le 21 décembre 2020

M. Jean-François Delage  
Mme Anissa Azzoug  
Maire-adjoints

**Dossier suivi par :** Cabinet du maire

**Objet :** Mission d'étude sur le pacte républicain communal

**Nos références :** 2020/12/EP/NH/217

Madame la maire-adjointe, Monsieur le premier adjoint,

La République tend à devenir, pour beaucoup de Français, un concept creux qui ne tient plus la promesse inscrite aux frontons des mairies : liberté, égalité, fraternité. A l'échelle locale, la commune reste le lieu par excellence de l'émancipation et d'une réalisation concrète de cette promesse.

Le débat public est traversé de ces questionnements, ils nous interrogent aussi sur notre rôle en tant qu'élus locaux. Notre société se fracture et il en va de notre responsabilité d'élus de construire des solutions pour retisser du lien entre nos concitoyens.

Cette démarche repose avant tout sur la concertation avec les Kremlinois. Aussi, j'ai l'honneur de vous confier, sous mon autorité, une mission d'étude sur le pacte républicain communal pour réparer les fractures de notre société.

Cette mission d'étude explorera trois champs d'action pour notre ville :

- Fracture culturelle – Construire la concorde républicaine : vie associative, lutte contre le racisme et l'antisémitisme, laïcité, égalité homme-femme, etc.
- Fracture socio-économique – Permettre l'émancipation de tous : accompagnement social, recherche d'emploi, lutte contre les inégalités, mixité sociale, accès à la santé
- Fracture démocratique – Favoriser une citoyenneté pleine et entière : participations des habitants, éducation populaire, implication dans la vie de la cité

Mi-janvier, vous aurez la charge d'exposer un programme de travail. Cette mission d'étude rendra ses conclusions au premier trimestre, pour permettre d'associer ensuite le conseil municipal à ses travaux.

Je vous prie d'agréer, Madame la maire-adjointe, Monsieur le premier adjoint, mes salutations distinguées.



Le Maire  
*Maurant*  
Jean-Luc LAURENT

# **PACTE** **RÉPUBLICAIN**

**Mission d'étude**

